

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1922/04/duc/vil19220400-03c11.htm>

La troisième leçon complémentaire, est celle qui concerne le capitalisme d'Etat. Je regrette que Boukharine n'assiste pas à ce congrès ; j'aurais voulu discuter un peu avec lui. Mais je préfère remettre cela jusqu'au congrès prochain. Pour ce qui est du capitalisme d'Etat, il me semble que notre presse en général, et en général notre Parti commettent la faute de verser dans le libéralisme, dans l'esprit propre à la gent intellectuelle ; nous raffinons sur la question de savoir ce qu'on doit entendre par capitalisme d'Etat, et nous consultons de vieux livres. Or, ces vieux livres parlent de tout autre chose : ils traitent du capitalisme d'Etat qui existe en régime capitaliste ; mais il n'y a pas un seul livre qui examine le capitalisme d'Etat en régime communiste. Même Marx ne s'est pas avisé d'écrire un seul mot à ce sujet, et il est mort sans avoir laissé une seule citation précise, une seule indication irréfutable. Aussi devons-nous aujourd'hui nous tirer d'affaire par nos propres moyens. Et si l'on passe mentalement en revue notre presse, si l'on considère d'un coup d'œil d'ensemble la façon dont elle traite le problème du capitalisme d'Etat - ce que j'ai essayé de faire en préparant mon rapport -, on arrive à cette conviction que l'on tire à côté, que l'on regarde dans une tout autre direction.

Le capitalisme d'Etat, dans toute la littérature économique, c'est celui qui existe en régime capitaliste, quand le pouvoir d'Etat se soumet

directement telles ou telles entreprises capitalistes. Or, notre Etat est prolétarien; il prend appui sur le prolétariat auquel il donne tous les privilèges politiques ; par l'intermédiaire du prolétariat, il attire à soi les couches profondes de la paysannerie (vous vous souvenez que nous avons commencé ce travail en instituant des comités de paysans pauvres). Voilà pourquoi le terme de capitalisme d'Etat désoriente bien des gens. Pour éviter cela, il ne faut pas oublier cette vérité majeure, à savoir qu'aucune théorie, aucun ouvrage ne traitent la question du capitalisme d'Etat, tel qu'il existe chez nous, pour la simple raison que les notions habituelles rattachées à ces termes, ont trait au pouvoir de la bourgeoisie en société capitaliste. Tandis que notre société à nous est sortie des rails capitalistes ; elle ne s'est pas encore engagée sur une voie nouvelle, mais ce n'est plus la bourgeoisie qui gouverne l'Etat, c'est le prolétariat. Nous ne voulons pas comprendre que lorsque nous disons « Etat », cet Etat, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'Etat est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat, mais l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous.

Le capitalisme d'Etat, c'est le capitalisme auquel nous devons assigner certaines limites, ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à ce jour. Voilà le hic. Ce que sera ce capitalisme d'Etat ? Cela dépend de nous. Le pouvoir politique que nous possédons est suffisant, absolument suffisant. De même, nous disposons de ressources économiques suffisantes; mais l'avant-garde de la classe ouvrière appelée à gérer directement, à assigner les limites, à préciser sa position propre, à se subordonner les autres au lieu d'être elle-même subordonnée, - cette avant-garde manque de savoir-faire. C'est tout ce qu'il faut avoir, et c'est ce qui nous manque.

Cette situation est sans précédent dans l'histoire: le prolétariat, l'avant-garde révolutionnaire, possède un pouvoir politique absolument suffisant; et, à côté de cela, le capitalisme d'Etat. L'essentiel, c'est que nous comprenions que ce capitalisme est celui que nous pouvons et devons admettre, auquel nous pouvons et devons assigner certaines limites, car ce capitalisme est nécessaire à la grande

masse paysanne et au capital privé qui doit faire du commerce de façon à satisfaire aux besoins des paysans. Il faut faire en sorte que le cours régulier de l'économie capitaliste et de l'échange capitaliste soit rendu possible, car cela est nécessaire au peuple. On ne saurait vivre sans cela. Pour eux, pour ce camp-là, le reste n'est pas absolument nécessaire, ils peuvent en prendre leur parti, mais vous, communistes, vous, ouvriers, vous, partie consciente du prolétariat, qui vous êtes chargés de gouverner l'Etat, saurez-vous faire en sorte que l'Etat, dont vous avez assumé la charge, fonctionne comme vous l'entendez? Nous avons vécu une année, l'Etat est entre nos mains ; eh bien, sur le plan de la nouvelle politique économique, a-t-il fonctionné comme nous l'entendions? Non. Nous ne voulons pas l'avouer : l'Etat n'a pas fonctionné comme nous l'entendions. Et comment a-t-il fonctionné? La voiture n'obéit pas : un homme est bien assis au volant, qui semble la diriger, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue ; elle va où la pousse une autre force - force illégale, force illicite, force venant d'on ne sait où -, où la poussent les spéculateurs, ou peut-être les capitalistes privés, ou peut-être les uns et les autres, - mais la voiture ne roule pas tout à fait, et, bien souvent, pas du tout comme se l' imagine celui qui est au volant. Voilà le point essentiel que nous ne devons pas oublier en traitant du capitalisme d'Etat. Dans ce domaine fondamental, nous devons apprendre par le commencement. Si nous faisons nôtre cette vérité, si elle pénètre notre conscience, c'est alors seulement que nous pouvons garantir le succès de notre apprentissage.

J'en viens maintenant à l'arrêt de notre retraite dont j'ai eu l'occasion de parler dans mon discours au congrès des métallurgistes. Depuis lors, je n'ai rencontré aucune objection, ni dans la presse du Parti, ni dans les lettres particulières des camarades, ni au sein du Comité central. Celui-ci a approuvé mon plan. Or, ce plan consiste à souligner avec force, dans le rapport présenté au nom du Comité central à ce congrès, cet arrêt de notre retraite, et à demander au congrès de donner une directive appropriée, cette fois au nom de l'ensemble du Parti, une directive qui serait obligatoire. Nous avons reculé pendant un an. Nous devons maintenant dire au nom du Parti : Assez ! Le but que visait le recul est atteint. Cette période se termine ou est terminée.

Maintenant un autre objectif s'impose : regrouper les forces. Nous voici arrivés à une nouvelle étape; en somme, nous avons opéré la retraite à peu près en bon ordre. Il est vrai que, de différents côtés, les voix qui voulaient faire de cette retraite une fuite panique n'ont pas manqué. Les uns en prétendant que sur tel ou tel point nous avions tort de reculer, comme c'est le cas, par exemple, pour certains représentants du groupe qui portait le nom d'«opposition ouvrière». (Je pense qu'ils portaient ce nom à tort.) Par excès de zèle, ils se sont trompés de porte, et ils ont pu s'en convaincre aujourd'hui. Ils ne s'apercevaient pas alors que leur activité ne visait pas à redresser notre mouvement ; en réalité, elle n'avait qu'un sens: elle semait la panique, empêchait la retraite de s'effectuer avec discipline.

La retraite est chose difficile, surtout pour des révolutionnaires qui ont l'habitude de l'offensive, surtout quand ils ont pris l'habitude d'avancer plusieurs années durant avec un succès prodigieux ; surtout quand ils sont environnés de révolutionnaires d'autres pays qui ne rêvent que de déclencher l'offensive. Voyant que nous reculions, certains d'entre eux ont même scandaleusement fondu en larmes, comme des enfants ; il en fut ainsi au récent Comité exécutif élargi de l'Internationale Communiste [\[4\]](#). Mus par les meilleurs sentiments et aspirations communistes, certains camarades ont fondu en larmes parce que, figurez-vous, les bons communistes russes opèrent un recul. Il m'est peut-être difficile maintenant de concevoir pleinement cette mentalité occidentale, bien que j'aie assez longtemps vécu dans ces beaux pays démocratiques en qualité d'émigré. Mais peut-être que de leur point de vue, la chose est très difficile à comprendre, difficile à en pleurer. Dans tous les cas, nous n'avons pas le temps de nous arrêter à ces sentimentalités. Il nous est apparu de toute évidence que, précisément parce que notre offensive s'était faite avec tant de succès pendant des années, et que nous avons remporté tant de victoires extraordinaires (tout cela dans un pays incroyablement ruiné, dépourvu des conditions matérielles nécessaires!) - il nous était absolument indispensable, du moment que nos conquêtes étaient si nombreuses, il nous était absolument indispensable de reculer pour consolider cette offensive. Nous ne pouvions garder toutes les positions dont nous nous étions emparés par un coup d'audace ;

d'autre part, c'est uniquement parce que nous avons réalisé tant de conquêtes par un coup d'audace, portés par la vague d'enthousiasme des ouvriers et des paysans, que nous avons eu assez de marge pour reculer très loin, et que nous pouvons reculer loin encore aujourd'hui sans perdre le moins du monde le principal, l'essentiel. La retraite s'est effectuée, d'une façon générale, en assez bon ordre, bien que des voix paniques, au nombre desquelles figurait l'«opposition ouvrière» (et c'est là le plus grand tort qu'elle ait pu nous causer !) aient provoqué chez nous des défections partielles, des violations de la discipline et des principes d'une retraite régulière. La chose la plus dangereuse pendant la retraite, c'est la panique. Si toute l'armée (je parle ici au sens figuré) se replie, le moral ne saurait être celui qui règne quand tous marchent de l'avant. Ici, vous constaterez à chaque instant un état d'esprit plus ou moins déprimé. Nous avons même des poètes qui ont écrit que la famine et le froid, voyez-vous, sévissent à Moscou ; «tandis qu'autrefois c'était si propre, si beau, aujourd'hui c'est le commerce, la spéculation». Nous possédons bon nombre de ces œuvres poétiques.

On conçoit que tout ceci est le résultat de la retraite. Et là gît un immense danger : reculer après une grande et victorieuse offensive est terriblement difficile ; les rapports, ici, sont tout autres ; là-bas, même sans qu'on veille à la discipline, tous se ruent et volent en avant ; ici, la discipline doit être plus consciente, et elle est cent fois plus nécessaire, car au moment où toute l'armée se replie, elle ne se rend pas nettement compte, elle ne voit pas où elle doit s'arrêter, elle voit seulement la retraite, et parfois il suffit alors de quelques cris de panique pour que tous prennent la fuite. Le danger, ici, est énorme. Lorsque c'est une armée qui se replie ainsi, on poste des mitrailleuses, et au moment où, de bien ordonnée qu'elle était, la retraite devient désordonnée, on commande: «Feu!» Et l'on fait bien.

Si des gens sèment la panique, fût-ce dans les meilleures intentions du monde, à un moment où nous effectuons une retraite extraordinairement difficile et où le tout est de maintenir le bon ordre, il est nécessaire, à ce moment-là, de châtier sévèrement, cruellement, impitoyablement la moindre infraction à la discipline, cela non seulement pour certaines affaires intérieures de notre Parti, mais, il

faut bien le savoir, encore davantage pour des gens comme messieurs les mencheviks et tous ces messieurs de l'Internationale II 1/2.

Ces jours-ci, j'ai lu dans le vingtième numéro de l'*Internationale communiste* un article du camarade Rakosi sur un nouvel opuscule d'Otto Bauer auprès duquel nous nous sommes tous instruits autrefois, mais qui, après la guerre, est devenu, de même que Kautsky, un pitoyable petit bourgeois. Il écrit maintenant: «Les voici qui reculent vers le capitalisme ; nous avons toujours dit : c'est une révolution bourgeoise.»

Et les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui prêchent tout cela s'étonnent lorsque nous disons que, pour ces choses-là, nous fusillerons. Ils sont stupéfaits. Pourtant, c'est clair : quand une armée bat en retraite, il faut une discipline cent fois plus grande que dans l'offensive, car dans l'offensive tous se précipitent en avant. Mais si, maintenant, tous commencent à se précipiter en arrière, ce sera la fin, inéluctable et immédiate.

C'est à ce moment-là que le principal est de se replier en bon ordre, d'établir exactement la limite du recul et de ne pas céder à la panique. Quand le menchevik dit : «Vous battez en retraite à présent, et moi, j'ai toujours été pour la retraite, je suis d'accord avec vous, je suis votre homme, - replions-nous ensemble», nous lui répondons: « Nos tribunaux révolutionnaires doivent fusiller ceux qui auront publiquement fait acte de menchevisme. Autrement ce ne seraient pas nos tribunaux à nous, mais Dieu sait quoi. »

Ils n'arrivent pas à comprendre et disent : « Quelles allures dictatoriales ont ces gens!» Ils pensent jusqu'à présent que nous poursuivons les mencheviks parce qu'ils se sont battus contre nous à Genève [5]. Mais si nous avons suivi cette voie, il est probable que nous ne serions pas restés même deux mois au pouvoir. En effet, les exhortations qu'articulent et Otto Bauer, et les dirigeants de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2, et les mencheviks, et les socialistes-révolutionnaires, tiennent à leur propre nature : «La révolution est allée trop loin. Nous avons toujours dit ce que vous dites aujourd'hui. Permettez-nous de le répéter encore une fois.» Nous répondons : Permettez-nous, pour cela, de vous coller au mur. Ou bien vous aurez la bonté de vous abstenir d'exprimer vos idées, ou

bien, si vous voulez exprimer vos idées politiques dans la situation actuelle, alors que nous sommes dans des conditions beaucoup plus difficiles que pendant l'invasion directe des gardes blancs, vous nous excuserez, mais nous vous traiterons comme les pires et les plus nuisibles éléments de la clique des gardes blancs.» Cela, nous ne devons pas l'oublier.

Quand je parle de cessation de la retraite, je n'entends nullement par là que nous ayons appris à commercer. Je suis, au contraire, de l'avis opposé, et je serais mal compris, et la preuve serait faite que je ne sais pas bien exposer ma pensée, si l'on gardait pareille impression de mon discours.

Ce qu'il faut, c'est faire cesser cette nervosité, cet état d'agitation que la NEP a provoqués chez nous, ce désir de tout remanier, de tout adapter. Nous avons aujourd'hui un certain nombre de sociétés mixtes. Très peu, il est vrai. Il a été constitué chez nous, avec la participation de capitalistes étrangers, neuf sociétés sanctionnées par le Commissariat du Commerce extérieur ; la commission de Sokolnikov [6] en a sanctionné 6, et le « Sévéroles » en a formé deux. Il existe donc aujourd'hui dix-sept sociétés avec un capital se chiffrant par millions, et qui ont été sanctionnées par différents organismes. (Certes, il y a assez de confusion dans nos organismes également, de sorte que, là aussi, des lacunes sont possibles). Mais, de toute façon, nous avons aujourd'hui des sociétés auxquelles participent des capitalistes russes et étrangers. Il y en a peu. Ce début, petit mais pratique, montre que les communistes ont été appréciés, appréciés pour leur activité pratique, appréciés non pas par des institutions de haut rang comme la Commission centrale de Contrôle ou le Comité exécutif central de Russie. Certes, la Commission centrale de Contrôle est une institution excellente, et nous allons maintenant lui donner plus de pouvoir. Mais, tout de même, lorsque ces organismes contrôlent les communistes... figurez-vous que, sur le marché international, on ne reconnaît pas leur autorité. (Rires.) Par contre, lorsque des capitalistes ordinaires, russes et étrangers, entrent dans une société mixte avec des communistes, nous disons : «Tout de même nous savons faire quelque chose ; tout de même, si défectueux, si misérable qu'il soit, c'est déjà un début.» Pas bien grand, certes ;

songez qu'il y a déjà un an qu'on a déclaré s'y être appliqué avec le maximum d'énergie (et l'on dit que nous n'en manquons pas) ; et au bout d'une année, dix-sept sociétés seulement !

Cela montre à quel point nous sommes encore diablement gauches, maladroits, combien il y a encore, chez nous, de cette indolence qui nous vaudra infailliblement de recevoir encore des coups. Néanmoins, je le répète, il y a un commencement, la reconnaissance du terrain a été faite. Les capitalistes ne seraient pas venus à nous si les conditions élémentaires pour leur activité avaient fait défaut. Si une partie d'entre eux, ne fût-ce que minime, l'a fait, cela prouve que nous avons remporté une victoire partielle.

Sans doute, au sein de ces sociétés, ils nous rouleront encore et si bien qu'il faudra ensuite, durant des années, voir à s'y reconnaître. Mais peu importe. Je ne dis pas que c'est la victoire. C'est une reconnaissance montrant que nous avons déjà un champ d'action, un terrain, et que nous pouvons déjà arrêter notre recul.

Cette reconnaissance a révélé un nombre infime de contrats avec les capitalistes ; mais, tout de même, ces contrats ont été passés. Là-dessus il faut s'instruire et continuer d'agir. En ce sens, il est temps de ne plus s'énerver, crier, s'agiter. Billets et messages téléphonés pleuvent: « Ne pourrait-on nous réorganiser, nous aussi, puisque c'est la nouvelle politique économique chez nous ? » Tous s'agitent, c'est un tohu-bohu. Personne ne fait rien de pratique ; tous discutent de la façon de s'adapter à la NEP, et le résultat est nul.

Les marchands, eux, se moquent des communistes et disent probablement: « Avant, il y avait des maîtres-exhorteurs [7], et maintenant des maîtres-phraseurs. » Que les capitalistes nous aient raillés d'être en retard, d'avoir manqué le train, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, et, en ce sens, je dis qu'il faut, au nom du congrès également, confirmer cette directive.

La retraite est terminée. Les principales formes d'activité avec les capitalistes sont ébauchées. Il y a des modèles, bien qu'en nombre minime.

Cessez de ratiociner, de discuter de la NEP. Laissez les poètes écrire des vers ; ne sont-ils pas des poètes ? Vous autres, économistes, ne



dissertez pas sur la NEP, mais multipliez ces sociétés, vérifiez le nombre de communistes qui savent organiser la compétition avec les capitalistes.

La retraite est terminée. Il s'agit maintenant de regrouper les forces. Voilà la directive que le congrès doit donner et qui doit mettre fin au remue-ménage, au charivari. Calmez-vous, ne raffinez pas trop, cela vous serait porté à charge. Vous devez prouver pratiquement que vous ne travaillez pas moins bien que les capitalistes. Ceux-ci font l'alliance économique avec les paysans pour s'enrichir; vous devez, quant à vous, faire l'alliance avec l'économie paysanne pour accroître le pouvoir économique de notre Etat prolétarien. Vous avez l'avantage sur les capitalistes parce que le pouvoir d'Etat est entre vos mains, parce que nombre de moyens économiques sont entre vos mains. Seulement vous ne savez pas vous en servir. Jugez les choses plus sainement, rejetez le clinquant, quittez vos solennels attributs communistes, apprenez simplement un simple métier, et alors nous battons le capitaliste privé. Nous avons le pouvoir d'Etat, nous avons une masse de ressources économiques. Si nous battons le capitalisme et si nous réalisons l'alliance avec l'économie paysanne, nous serons une force absolument invincible. Et alors l'édification du socialisme ne sera pas le fait de cette goutte dans l'océan qu'est le Parti communiste, mais le fait de toute la masse travailleuse ; alors le simple paysan verra que nous l'aidons et nous suivra d'un pas cent fois plus lent, peut-être, mais en revanche, un million de fois plus ferme et assuré.

Voilà dans quel sens il faut parler de cessation de la retraite. Et il serait rationnel de faire de ce mot d'ordre, sous telle ou telle forme, une décision du congrès.